

DÉPARTEMENT du TARN

Communauté de communes Sidobre-Vals-et-Plateaux

ENQUÊTE PUBLIQUE UNIQUE RELATIVE À :

L'intérêt général du projet d'implantation d'un parc solaire photovoltaïque au sol par déclaration de projet valant mise en compatibilité du Plan Local d'Urbanisme intercommunal (PLUi) Sidobre Val d'Agout par la communauté de communes Sidobre-Vals-et-Plateaux ;

La demande de permis de construire d'une centrale photovoltaïque au sol d'une puissance installée de 6090 kWc déposée par la SAS CPES PANIFOL.

Enquête publique du 10 juin au 11 juillet 2025

Arrêté préfectoral du 30/04/2025

Décision du tribunal administratif de Toulouse E25000064/31 du 15/04/2025

RAPPORT du COMMISSAIRE ENQUÊTEUR

2^e PARTIE : CONCLUSIONS ET AVIS

Enquête publique du 10 juin au 11 juillet 2025

Rapport 2^e partie – Conclusion et avis – Enquête publique relative à l'intérêt général du projet d'implantation d'un parc solaire photovoltaïque au sol par déclaration de projet valant mise en compatibilité du Plan Local d'Urbanisme intercommunal (PLUi) Sidobre Val d'Agout par la communauté de communes Sidobre-Vals-et-Plateaux et à la demande de permis de construire d'une centrale photovoltaïque au sol d'une puissance installée de 6090 kWc déposée par la SAS CPES PANIFOL.

Arrêté préfectoral 13/05/2025 – Décision TA E25000064/31 du 15/04/2025

RAPPORT DU COMMISSAIRE ENQUÊTEUR

2^e PARTIE : CONCLUSIONS ET AVIS

1 – Objectif du projet.	3
2 – Buts pouvant être atteints par le projet en l'état.	3
3 – Oppositions ou difficultés concernant le projet ou sa mise en œuvre.	3
4 – Alternative.	3
5 – Réserves et recommandations.....	3
6 – Avis motivé du commissaire-enquêteur.	3

Rapport 2^e partie – Conclusion et avis – Enquête publique relative à l'intérêt général du projet d'implantation d'un parc solaire photovoltaïque au sol par déclaration de projet valant mise en compatibilité du Plan Local d'Urbanisme intercommunal (PLUi) Sidobre Val d'Agout par la communauté de communes Sidobre-Vals-et-Plateaux et à la demande de permis de construire d'une centrale photovoltaïque au sol d'une puissance installée de 6090 kWc déposée par la SAS CPES PANIFOL.

1 – Objectif du projet.

L'objectif de l'intérêt général du projet d'implantation d'un parc solaire photovoltaïque au sol par déclaration de projet valant mise en compatibilité du Plan Local d'Urbanisme intercommunal (PLUi) Sidobre Val d'Agout par la communauté de communes Sidobre-Vals-et-Plateaux et de la demande de permis de construire d'une centrale photovoltaïque au sol d'une puissance installée de 6090 kWc déposée par la SAS CPES PANIFOL, sur la parcelle 1514, commune de Saint-Salvy-de-la-Balme, est l'implantation d'un parc solaire photovoltaïque au sol sur ce site.

2 – Buts pouvant être atteints par le projet en l'état.

Le projet ne pourra se faire qu'après mise en compatibilité du PLUi et obtention du permis de construire qui sera déposé par la société SAS CPES PANIFOL auprès des services compétents. En l'état, le projet ne peut pas se faire.

3 – Oppositions ou difficultés concernant le projet ou sa mise en œuvre.

Le projet rencontre des oppositions au niveau du Centre national de la propriété forestière (CNPF) et de la commission départementale de la protection des espaces naturels, agricoles et forestiers (CDPENAF) du Tarn, comme exposé dans la 1^{re} partie du présent rapport.

Le projet rencontre aussi quelques oppositions dans le public qui s'est exprimé lors de l'enquête publique. Les observations du public portent sur des préoccupations environnementales et la remise en question de la légalité d'emplacement choisi. Plusieurs intervenants critiquent la modification rapide du plan local d'urbanisme (PLUi) pour permettre le projet, arguant que cela compromet la crédibilité des élus et les réglementations établies. L'impact sur la biodiversité et les risques d'incendie dans le massif forestier sont mis en avant, ainsi que la destruction d'un habitat d'intérêt communautaire. De plus, les documents révèlent des incohérences concernant la surface réelle de la carrière par rapport à la zone défrichée, et un montage financier suspect est évoqué. En somme, les contributeurs appellent au reboisement de la zone défrichée par l'actuel exploitant, s'opposant à l'extension du projet au-delà des 4 ha initiaux de la carrière.

4 – Alternative.

Il n'y a pas d'autres choix possibles dans cette zone pour mener ce projet à son terme.

5 – Réserves et recommandations.

Le commissaire-enquêteur n'émet pas de réserve.

6 – Avis motivé du commissaire-enquêteur.

Dans l'analyse des observations, les fondements de l'avis du commissaire-enquêteur ont été développés et sont clairement identifiés. Il conviendra de s'y référer.

Rapport 2^e partie – Conclusion et avis – Enquête publique relative à l'intérêt général du projet d'implantation d'un parc solaire photovoltaïque au sol par déclaration de projet valant mise en compatibilité du Plan Local d'Urbanisme intercommunal (PLUi) Sidobre Val d'Agout par la communauté de communes Sidobre-Vals-et-Plateaux et à la demande de permis de construire d'une centrale photovoltaïque au sol d'une puissance installée de 6090 kWc déposée par la SAS CPES PANIFOL.

Le commissaire-enquêteur précise que le projet présente un intérêt économique certain pour la commune, ainsi que pour la communauté de communes et, dans l'ensemble, pour le département.

Dans le cadre de l'enquête préalable à la réalisation éventuelle du projet, le commissaire-enquêteur se doit de faire une analyse bilancielle de l'opération à travers 3 questions :

- Quels sont les avantages de l'opération ?
- Quels sont les inconvénients de l'opération ?
- Quel est le bilan avantages/inconvénients de l'opération ?

Étude bilancielle.

Méthode utilisée pour élaborer l'avis : la théorie du bilan, très simple en théorie, est nettement moins simple dans la pratique, le bilan du projet est fait en mettant en balance les avantages (ou en d'autres termes l'intérêt général) qu'il procure avec les inconvénients d'ordre :

- Économique et financier ;
- Sociaux ;
- Environnementaux.

Le critère qui doit dans tous les cas être pris en compte par le commissaire-enquêteur est celui de l'environnement.

Cette étude bilancielle est sous forme de tableau, et des commentaires.

Impact sur	++	+	=	-	--
Les milieux naturels, faune, flore			X		
Le milieu humain			X		
Les eaux superficielles		X			
Le sol, le sous-sol			X		
L'air et le climat	X				
Le bruit et les vibrations			X		
La luminosité			X		
Le trafic				X	
La gestion des déchets			X		
La santé des populations			X		
Les dangers			X		
Les mesures ERC	X				
L'emploi		X			
Caractère d'intérêt général	X				
Coût général des travaux			X		
L'opinion des riverains				X	
Bilan global	3	1	10	1	0

Conclusions de l'analyse bilancielle :

Rapport 2^e partie – Conclusion et avis – Enquête publique relative à l'intérêt général du projet d'implantation d'un parc solaire photovoltaïque au sol par déclaration de projet valant mise en compatibilité du Plan Local d'Urbanisme intercommunal (PLUi) Sidobre Val d'Agout par la communauté de communes Sidobre-Vals-et-Plateaux et à la demande de permis de construire d'une centrale photovoltaïque au sol d'une puissance installée de 6090 kWc déposée par la SAS CPES PANIFOL.

Soit un bilan positif (avantages) de 5 . Neutre (sans conséquence) de 9. Négatif (inconvenients) de 2.

Avantages :

- Les investissements et aménagements prévus auront un impact positif sur les émissions de gaz à effet de serre. Le projet s'insère dans la politique nationale de développement des énergies renouvelables et dans la stratégie bas carbone ;
- Le projet n'a pas d'incidence sur les milieux naturels. Il n'est attendu aucun impact résiduel significatif sur le milieu naturel. Les mesures d'évitement ont permis de préserver les habitats naturels patrimoniaux, la majorité de la population d'Illécèbre verticillé, le plan d'eau central et ses zones humides associées, ainsi que les mares et boisements servant d'habitats de reproduction pour les amphibiens, chiroptères et oiseaux ;
- Le projet n'a pas d'impact sur les captages d'eau potable du secteur ;
- Les mesures de prévention contre le risque d'incendie prévues correspondent aux recommandations du SDIS qui a émis un avis favorable ;
- le projet représente un levier économique important pour le territoire, générant des revenus fiscaux conséquents pour les collectivités locales. Il aura également des incidences positives en phase de chantier et en phase d'exploitation ;
- Le carrier (SARL Carrières ARNAUDEAU) a l'obligation de réaliser un reboisement compensateur de 14,8 ha, et a signé un acte d'engagement pour la plantation de 15 ha de cèdres et de douglas sur la commune de Lacaune ;
- Le projet est porteur de maintien de l'emploi local dans le secteur géographique concerné ;
- Le projet ne prévoit aucune augmentation de la surface de la carrière ;
- Le projet est conforme aux recommandations des plans et programmes nationaux et régionaux.

Inconvénients :

- Le projet a modifié les modalités de remise en état prévues par l'arrêté du 15 mars 2005 qui prévoyait que les terrains, après remise en état, formaient une zone arborée. C'est un des motifs d'opposition de la part du CNPF, de la CDPENAF et des dix observations défavorables du public. Ces modalités ont été remplacées par celles de l'arrêté du 28 septembre 2023 qui prévoit que la modification de la remise en état et la perte de la zone boisée associée sera compensée conformément aux dispositions des articles L 341-1 et suivants, R 341-1 et suivants, D 341 7-1 et D 341 7-2 du code forestier. En compensation de la perte de 7,4 ha qui ne sera pas reboisée sur le site, le carrier (SARL Carrières ARNAUDEAU) a l'obligation de réaliser un reboisement compensateur de 14,8 ha, et a signé un acte d'engagement pour la plantation de 15 ha de cèdres et de douglas sur la commune de Lacaune ;
- En phase de travaux, le trafic routier devrait augmenter. Cet inconvénient est à relativiser, car cela amènera aussi de l'activité à la commune.

Au terme de l'enquête publique, après avoir analysé le dossier d'enquête et les avis et observations des services de l'État, ainsi que ceux des conseils municipaux, avoir visité la carrière et tenu une réunion de présentation du projet avec le pétitionnaire, le commissaire-enquêteur conclut que les avantages du projet l'emportent sur les inconvénients qu'il pourrait générer.

Vu le dossier d'enquête unique qui porte simultanément sur l'intérêt général du projet d'implantation d'un parc solaire photovoltaïque au sol par déclaration de projet valant mise en compatibilité du Plan Local d'Urbanisme intercommunal (PLUi) Sidobre Val d'Agout par la communauté de communes

Rapport 2^e partie – Conclusion et avis – Enquête publique relative à l'intérêt général du projet d'implantation d'un parc solaire photovoltaïque au sol par déclaration de projet valant mise en compatibilité du Plan Local d'Urbanisme intercommunal (PLUi) Sidobre Val d'Agout par la communauté de communes Sidobre-Vals-et-Plateaux et à la demande de permis de construire d'une centrale photovoltaïque au sol d'une puissance installée de 6090 kWc déposée par la SAS CPES PANIFOL.

Sidobre-Vals-et-Plateaux et la demande de permis de construire d'une centrale photovoltaïque au sol d'une puissance installée de 6090 kWc déposée par la SAS CPES PANIFOL, sur la parcelle 1514, commune de Saint-Salvy-de-la-Balme.

Et,

Sur la forme et la procédure de l'enquête :

- Considérant que les conditions de l'enquête ont respecté la législation et la réglementation en vigueur pour ce qui concerne les avis de publicité dans la presse et l'affichage en Mairie et sur le lieu du projet,
- Considérant que cet affichage a été vérifié au cours de l'enquête,
- Considérant que le dossier soumis à l'enquête était, conforme à la réglementation en vigueur, suffisamment complet et comportait toutes les informations nécessaires pour la bonne compréhension du projet, en particulier concernant l'évaluation des incidences sur l'environnement,
- Considérant que les 3 permanences se sont déroulées dans de bonnes conditions d'organisation,

Sur le fond de l'enquête :

- Considérant l'avis de la MRAe daté du 16 octobre 2024 ;
 - Considérant l'avis de la direction départementale des territoires, service eau, risques environnement et sécurité, daté du 7 octobre 2024,
 - Considérant l'avis de la direction départementale des territoires, daté du 5 août 2024,
 - Considérant l'avis de la direction départementale des territoires, bureau forêt et chasse, daté du 2 octobre 2024,
 - Considérant l'avis du conseil départemental, daté du 11 juillet et du 5 août 2024,
 - Considérant l'avis du conseil départemental, direction Générale Adjointe des Mobilités, de l'Aménagement Durable, de l'Environnement, et des Citoyennetés, Direction des Routes, Pôle d'Aménagement sud-est, daté du 15 octobre 2024,
 - Considérant l'avis du CRPF Occitanie, daté du 8 juillet 2024,
 - Considérant l'avis de la CDPENAF, daté du 2 août 2024,
 - Considérant l'avis de l'INAO, daté du 3 juillet 2024,
 - Considérant l'avis du SDIS, daté du 4 octobre 2024,
 - Considérant l'avis du , Parc naturel régional du Haut-Languedoc, daté du 7 novembre 2024,
- Rapport 2^e partie – Conclusion et avis – Enquête publique relative à l'intérêt général du projet d'implantation d'un parc solaire photovoltaïque au sol par déclaration de projet valant mise en compatibilité du Plan Local d'Urbanisme intercommunal (PLUi) Sidobre Val d'Agout par la communauté de communes Sidobre-Vals-et-Plateaux et à la demande de permis de construire d'une centrale photovoltaïque au sol d'une puissance installée de 6090 kWc déposée par la SAS CPES PANIFOL.

- Considérant l'avis de la CNDPS, daté du 20 septembre 2024,
- Considérant l'avis de l'ABF, daté du 15 novembre 2023
- Considérant l'avis des conseils municipaux des deux communes, Le Bez et Cambounès, datés du 5 août 2024,
- Considérant l'avis du conseil municipal de la commune de Saint-Salvy-de-la-Balme, daté du 18 juin 2024 et la délibération du même conseil datée du 23 juin 2023,
- Considérant les observations du public,
- Considérant les réponses apportées aux avis et observations de l'État, des PPA et du public dans les mémoires en réponse de la Communauté de communes Sidobre Vals et Plateaux et de la SAS CPES Panifol,
- Considérant que le projet d'une centrale photovoltaïque au sol d'une puissance installée de 6090 kWc déposée par la SAS CPES PANIFOL, sur la parcelle 1514, commune de Saint-Salvy-de-la-Balme serait susceptible de pouvoir atteindre les objectifs initiaux du projet,

Sur la base des analyses et avis exposés dans le rapport et dans les conclusions, le commissaire-enquêteur émet un **AVIS FAVORABLE** à :

- L'intérêt général du projet d'implantation d'un parc solaire photovoltaïque au sol par déclaration de projet valant mise en compatibilité du Plan Local d'Urbanisme intercommunal (PLUi) Sidobre Val d'Agout par la communauté de communes Sidobre-Vals-et-Plateaux ;
- La demande de permis de construire d'une centrale photovoltaïque au sol d'une puissance installée de 6090 kWc déposée par la SAS CPES PANIFOL, sur la parcelle 1514, commune de Saint-Salvy-de-la-Balme.

Fait à ESCOUSSENS, le 11 août 2025

Pierre CAMARDA - commissaire-enquêteur

Rapport 2^e partie – Conclusion et avis – Enquête publique relative à l'intérêt général du projet d'implantation d'un parc solaire photovoltaïque au sol par déclaration de projet valant mise en compatibilité du Plan Local d'Urbanisme intercommunal (PLUi) Sidobre Val d'Agout par la communauté de communes Sidobre-Vals-et-Plateaux et à la demande de permis de construire d'une centrale photovoltaïque au sol d'une puissance installée de 6090 kWc déposée par la SAS CPES PANIFOL.

Arrêté préfectoral 13/05/2025 – Décision TA E25000064/31 du 15/04/2025